



Policy Brief

Retrait des États-Unis de la santé globale : dangers pour la population et la capacité d'action de la Suisse

Plusieurs décisions et mesures prises par la nouvelle administration américaine ont des conséquences importantes sur la santé globale et sur la Suisse. Cette brève analyse permet de s'orienter, de clarifier les conséquences et de montrer les répercussions possibles pour la politique.

Ce qui est fait

- Par décret, le président américain Donald Trump a décidé le 20 janvier 2025 de se retirer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
- Les États-Unis ont imposé un moratoire de 90 jours sur les paiements de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Le budget de l'USAID s'élève à 40 milliards de dollars. Dans le domaine de la santé, les États-Unis ont jusqu'à présent contribué à environ 23% des investissements mondiaux.
- Dans une étape ultérieure, les collaborateurs-rices de l'USAID ont été mis en congé (actuellement suspendu par les tribunaux, 11.2.2025). L'agence n'est donc plus opérationnelle. Des personnes de l'entourage du nouveau gouvernement parlent d'une dissolution totale de l'USAID en tant qu'agence ou de l'intégration de certaines parties de l'agence dans le Département d'Etat américain.
- En fermant des sites web gouvernementaux, le gouvernement a rendu plus difficile l'accès aux connaissances et aux données. En outre, des études et des informations essentielles pour la recherche en matière de santé et pour la pratique de la coopération en matière de santé ont été supprimées des sites Internet ou ne sont plus accessibles.
- Le retrait des États-Unis de la santé globale survient après que le Conseil fédéral a approuvé la mise en œuvre de la décision parlementaire visant à réduire les dépenses allouées à la coopération au développement. La santé est également touchée par ces coupes budgétaires, la Suisse se retirant par exemple de l'ONUSIDA.

Voici les conséquences pour la santé au niveau mondial et national

1. Plusieurs programmes de santé de l'USAID et du PEPFAR (President's Emergency Plan for Aids Relief) soutenus par les États-Unis sont déjà à l'arrêt ou ne pourront pas être poursuivis.
2. Cela signifie que les investissements consentis par la Suisse et la communauté internationale au cours des 20 dernières années et les succès ainsi obtenus dans sa lutte contre le VIH et le paludisme seront également réduits à néant.
3. Les investissements ont permis de se rapprocher concrètement et de manière tangible de l'élimination des nouvelles infections par le VIH/sida. La fin du soutien américain, en particulier pour la PrEP VIH à action prolongée (médicament préventif à action prolongée qui protège contre l'infection par le VIH) et le TAR à action prolongée (traitement à action prolongée pour contrôler le VIH), entraînera une recrudescence de l'épidémie, avec des coûts très élevés.
4. Des millions de personnes sont gravement menacées de voir leur état de santé se dégrader parce qu'elles n'ont plus accès aux soins de santé. Cela concerne en particulier les groupes exposés à la discrimination, comme les personnes handicapées.

5. Dans le cas de différentes maladies transmissibles (VIH-sida, tuberculose, paludisme), des résistances et des germes plus pathogènes risquent d'apparaître, ce qui représente un réel danger pour la population suisse également. Les investissements déjà réalisés sont alors perdus et des coûts supplémentaires sont générés pour les systèmes de santé.
6. Il devient plus difficile de surveiller et de contrôler les maladies transmissibles dans le monde, ce qui augmente la probabilité d'épidémies et de pandémies.
7. L'affaiblissement de l'OMS rendra plus difficile la mise en place de réponses adéquates et coordonnées au niveau international face aux futures épidémies.

Voici les conséquences pour la Suisse

1. En raison de l'augmentation possible des maladies transmissibles et de la diminution de leur contrôle, la situation sécuritaire se détériore et les risques sanitaires augmentent pour la population en général - les maladies ne connaissent pas de frontières.
2. Les risques d'épidémies et de pandémies augmentent en Suisse - avec des conséquences pour la population, pour le système de santé et pour l'économie suisse.
3. Le retrait des ressources financières dans la coopération internationale affaiblit l'impact de l'engagement suisse.
4. Outre l'OMS, d'autres institutions internationales en matière de santé basées à Genève seront soumises à une pression financière accrue. Certaines institutions pourraient délocaliser encore plus d'emplois à l'étranger - ou abandonner complètement le site de Genève au profit de sites moins coûteux.
5. Le site de Genève, pilier de la diplomatie mondiale, ainsi que le deuxième plus grand centre de gouvernance mondiale, est en proie à un affaiblissement.
6. Avec la diminution de l'importance de la Genève internationale, un instrument central de la politique étrangère suisse perd de son importance et la Suisse est limitée dans son influence sur les normes et standards internationaux en matière de santé globale.

Que peut faire la Suisse

- ✓ Augmentation ciblée des moyens pour la coopération internationale dans son ensemble, tant dans la coopération bilatérale que multilatérale de la Suisse. Au vu de la situation mondiale et de l'amélioration de la situation financière du budget fédéral, cela peut se justifier.
- ✓ La Suisse doit s'engager fortement dans la santé globale afin d'être prête à relever les défis sanitaires imminents.
- ✓ Dans la coopération bilatérale en particulier, le thème de la santé, prioritaire dans la nouvelle période stratégique de la coopération au développement, doit être davantage mis en œuvre. Des mesures de soutien aux systèmes de santé nationaux des pays prioritaires doivent être développées et soutenues en coordination avec les partenaires.
- ✓ Reconsidérer la décision de mettre fin aux contributions de base de la Suisse à l'ONUSIDA.
- ✓ S'engager pour une Organisation mondiale de la santé forte, capable d'assumer ses fonctions fondamentales en matière de protection de la santé.

- ✓ S'engager, avec les États membres partageant les mêmes idées, en faveur des augmentations prévues des cotisations à l'OMS.
- ✓ Se coordonner avec des pays partageant les mêmes idées afin de trouver des réponses communes aux défis de la santé mondiale.
- ✓ Mettre en place une Task Force pour renforcer la Genève internationale
- ✓ S'engager davantage en faveur d'approches basées sur les droits de l'homme dans le domaine de la santé mondiale.

Mentions légales et contact

Cette brève analyse a été rédigée par le secrétariat et les représentant·e-s du réseau Medicus Mundi Suisse.

Medicus Mundi Suisse est un réseau de la société civile et du monde académique qui regroupe une cinquantaine d'organisations suisses actives dans la coopération internationale en matière de santé.

Pour plus d'informations :

Martin Leschhorn Strebel, directeur de Medicus Mundi Suisse

061 383 18 14

mleschhorn@medicusmundi.ch

www.medicusmundi.ch

Bâle, le 17 février 2025